



## Arrêt

**n° 142 486 du 31 mars 2015**  
**dans l'affaire X / III**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile : X**

**contre:**

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté, et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative.**

### **LE PRÉSIDENT F. F. DE LA III<sup>ème</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 5 août 2014 par X, qui déclare être de nationalité turque, tendant à l'annulation de la « *décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire prise le 18.11.2013 et notifiée le 08.07.2014* ».

Vu le titre Ier *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ci-après la Loi.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 30 octobre 2014 convoquant les parties à l'audience du 9 décembre 2014.

Entendu, en son rapport, Mme M.-L. YA MUTWALE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me M.-P. DE BUISSERET, avocat, qui comparait pour la partie requérante, et Me M. DE SOUSA *loco* Me E. DERRIKS, avocat, qui comparait pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Faits pertinents de la cause.**

1.1. Le requérant déclare être arrivé en Belgique le 17 avril 2013.

1.2. Le 2 mai 2013, il a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9*bis* de la Loi.

1.3. Le 20 juin 2013, il a souscrit une déclaration de cohabitation légale avec une ressortissante belge. Le même jour, il a introduit une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne, en qualité de partenaire dans le cadre d'un partenariat enregistré conformément à une loi.

1.4. En date du 18 novembre 2013, la partie défenderesse a pris à son encontre une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire (annexe 20).

Cette décision qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

*« l'intéressé ne remplit pas les conditions requises pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen de l'Union :*

*Dans le cadre de la demande de séjour introduite le 20/06/2013, en qualité de partenaire de belge (de [D.S.] (...)), l'intéressé a produit une déclaration de cohabitation légale et la preuve de son identité (passeport). Les partenaires n'ayant pas d'enfant en commun ou n'ayant pas apporté la preuve qu'ils cohabitaient ensemble depuis au moins un an, ils devaient établir de façon probante et valable qu'ils se connaissaient depuis au moins 2 ans en apportant la preuve qu'ils entretenaient des contacts réguliers par téléphone ou par courrier (ordinaire ou électronique) et qu'ils s'étaient rencontrés au moins trois fois avant l'introduction de la demande de séjour et que ces rencontres comportaient au total 45 jours ou davantage : ce qui n'a pas été démontré suffisamment. En effet, l'intéressé a apporté, en qualité de preuve de sa relation durable, des photographies non datées et non nominatives. Ces photographies ne précisent pas que le couple entretient une relation depuis au moins 2 ans par rapport à la demande mais déterminent tout au plus que les intéressés se connaissent.*

*Si Monsieur [B.] a produit une attestation de la mutuelle et un contrat de bail enregistré, le document relatif aux revenus de sa partenaire belge ne permet pas d'évaluer le caractère stable, suffisant et régulier des moyens de subsistance. En effet, l'évaluation de ces moyens de subsistance ne tient pas compte des allocations d'attente, de transition ou de chômage sauf si ces allocations de chômage sont accompagnées d'une preuve de recherche active de travail. Or, madame [D.] n'a fourni qu'une attestation de chômage de la FGTB.*

*Au vu de ce qui précède, les conditions de l'article 40 ter de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, l'établissement, le séjour et l'éloignement ne sont pas remplies, la demande est donc refusée. Il est enjoint à l'intéressé(e) de quitter le territoire du Royaume dans les trente (30) jours.*

*Cette décision est prise sans préjudice de la possibilité pour l'Office des Etrangers d'examiner les autres conditions légales ou de procéder à toute enquête jugée nécessaire lors de l'introduction éventuelle d'une nouvelle demande ».*

## **2. Exposé des moyens d'annulation.**

2.1.1. Le requérant prend un premier moyen de la violation de « la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs, notamment de ses articles 1 à 4 ; la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment ses articles 40bis, 40ter et 62 ».

2.1.2. Il conteste le motif de l'acte attaqué selon lequel il n'aurait pas « suffisamment démontré qu'il connaissait [sa compagne] depuis au moins deux ans au moment de l'introduction de la demande ou prouvé une cohabitation d'un an », alors qu'il affirme avoir apporté « de nombreux documents qui, appréciés dans leur ensemble, prouvent qu'il se trouvait dans les conditions légales ».

Il expose que « l'obligation de motivation impose à la partie adverse de montrer qu'elle a tenu compte de l'interdépendance des pièces justificatives apportés par le requérant ». Il estime que « dans la décision attaquée, la partie adverse rejette individuellement les éléments de preuve apportés par le requérant sans examiner leur force probante dans leur ensemble, [...] [alors que] ces différents éléments doivent précisément être considérés dans leur ensemble afin de pouvoir apprécier s'ils constituent ou non la preuve que le requérant et [sa compagne] se connaissent depuis plus de deux ans ».

Il cite, à cet égard, un extrait de l'arrêt n° 103.467 du 27 mai 2013 rendu par le Conseil de céans et expose que « conformément à cette jurisprudence, en ignorant l'interdépendance existant entre les différentes pièces justificatives, la partie adverse n'a pas pu raisonnablement considérer que le caractère durable de la relation du requérant et de [sa compagne] n'était démontré [et que] [...] ce

*faisant, elle viole son obligation de motivation, l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980, lu en combinaison avec l'article 40bis de la même loi ».*

2.2.1. Il prend un second moyen de *« la violation de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment ses articles 62 et 74/13 ; la violation de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs, notamment de ses articles 2 et 3 ; la violation de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ».*

2.2.2. Il fait valoir que la partie défenderesse *« ne tient aucunement compte de la vie familiale de l'intéressé dans sa décision de prendre une mesure d'éloignement à son égard, alors que l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 dispose que « lors de la prise d'une décision d'éloignement, le ministre ou son délégué tient compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale, et de l'état de santé du ressortissant d'un pays tiers concerné » et que l'article 8 de la CEDH garantit le respect de la vie privée et familiale ».*

Il affirme qu'il *« entretient une relation stable avec [sa compagne], de nationalité belge [et] cohabitent ensemble officiellement ce qui n'est pas contesté par la partie adverse ».* Il constate toutefois qu'il *« ne ressort nullement des motifs de la décision d'éloignement que la partie adverse ait tenu compte dans sa décision de la situation familiale du requérant, qui lui était pourtant parfaitement connue ».*

### **3. Examen des moyens d'annulation.**

3.1.1. Sur le premier moyen, le Conseil rappelle que l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité administrative n'implique nullement la réfutation détaillée de tous les arguments avancés par le requérant mais seulement l'obligation de l'informer des raisons qui ont déterminé l'acte attaqué, sous la réserve toutefois que la motivation réponde, fut-ce de façon implicite mais certaine, aux arguments essentiels de l'intéressé. Pour satisfaire à l'obligation de motivation formelle des actes administratifs, une décision doit faire apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur de manière à permettre au requérant de connaître les justifications de la mesure prise et à la juridiction compétente d'exercer son contrôle.

3.1.2. Le Conseil rappelle également que, conformément aux articles 40bis et 40ter de la Loi, l'étranger qui est lié par un partenariat enregistré conformément à une loi et qui invoque le droit de s'établir dans le Royaume en qualité de partenaire d'un Belge est soumis à diverses conditions, notamment la condition de prouver qu'il entretient avec la personne rejointe une relation de partenariat durable et stable dûment établie.

L'article 40bis, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de la Loi précise que *« le caractère durable et stable de cette relation est démontré :*

- *si les partenaires prouvent qu'ils ont cohabité en Belgique ou dans un autre pays de manière ininterrompue pendant au moins un an avant la demande;*
- *ou bien si les partenaires prouvent qu'ils se connaissent depuis au moins deux ans précédant la demande et qu'ils fournissent la preuve qu'ils ont entretenu des contacts réguliers par téléphone, par courrier ordinaire ou électronique, et qu'ils se sont rencontrés trois fois durant les deux années précédant la demande et que ces rencontres comportent au total 45 jours ou davantage;*
- *ou bien si les partenaires ont un enfant commun ».*

3.1.3. En outre, l'article 40ter, alinéa 2, de la Loi dispose comme suit :

*« En ce qui concerne les membres de la famille visés à l'article 40bis, § 2, alinéa 1er, 1° à 3°, le ressortissant belge doit démontrer :*

- *qu'il dispose de moyens de subsistance stables, suffisants et réguliers. Cette condition est réputée remplie lorsque les moyens de subsistance sont au moins équivalents à cent vingt pour cent du montant visé à l'article 14, § 1er, 3°, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.*

*L'évaluation de ces moyens de subsistance :*

*1° tient compte de leur nature et de leur régularité;*

*2° ne tient pas compte des moyens provenant de régimes d'assistance complémentaires, à savoir le revenu d'intégration et le supplément d'allocations familiales, ni de l'aide sociale financière et des allocations familiales;*

*3° ne tient pas compte des allocations d'attente ni de l'allocation de transition et tient uniquement compte de l'allocation de chômage pour autant que le conjoint ou le partenaire concerné puisse prouver qu'il cherche activement du travail ».*

3.1.4. En l'espèce, le Conseil observe qu'il ressort du dossier administratif que le requérant a produit à l'appui de sa demande de carte de séjour, plusieurs documents, notamment, des photographies le représentant avec sa compagne belge, une déclaration de cohabitation légale, une copie de son passeport national, une attestation de la mutuelle, un contrat de bail enregistré et une attestation de chômage de la FGTB.

Le Conseil constate, à la lecture du dossier administratif et des pièces de procédure, que la partie défenderesse a bien pris en considération les documents produits, et a suffisamment et adéquatement motivé la décision attaquée. En effet, la partie défenderesse a considéré, à bon droit, que les partenaires n'ont pas établi de façon probante et valable qu'ils se connaissent depuis au moins 2 ans en apportant les preuves qu'ils entretenaient des contacts réguliers par téléphone ou par courrier (ordinaire ou électronique) et qu'ils s'étaient rencontrés au moins trois fois avant l'introduction de la demande de séjour et que ces rencontres comportaient au total 45 jours ou davantage.

Le Conseil constate, en effet, s'agissant des photographies produites par le requérant, que celles-ci ne sont nullement datées et nominatives, de sorte qu'il ne peut être prouvé que le requérant et sa compagne belge entretenaient une relation depuis au moins 2 ans avant l'introduction de la demande de séjour. Il ne peut dès lors être reproché à la partie défenderesse d'avoir considéré que lesdites photographies « *déterminent tout au plus que les intéressés se connaissent* ».

Par ailleurs, force est de constater que le dossier administratif ne contient aucune preuve d'une recherche active d'emploi par la compagne du requérant, de sorte que la partie défenderesse a pu considérer, à bon droit, dans la mesure où la compagne du requérant perçoit des allocations de chômage et ne prouve pas une recherche active d'emploi, que le requérant ne remplit pas les conditions légales pour revendiquer le séjour en application de l'article 40<sup>ter</sup> de la Loi.

3.1.5. En termes de requête, le requérant fait valoir qu'il a valablement prouvé que les partenaires entretiennent une relation stable et durable, dans la mesure où il a produit « *de nombreux documents qui, appréciés dans leur ensemble, prouvent qu'il se trouvait dans les conditions légales* ». Il affirme que ces différents documents « *doivent [...] être considérés dans leur ensemble afin de pouvoir apprécier s'ils constituent ou non la preuve que le requérant et [sa compagne] se connaissent depuis plus de deux ans* ».

Force est de constater que l'argumentation du requérant revient à inviter le Conseil à substituer son appréciation à celle de la partie défenderesse. Or, le Conseil rappelle qu'il est compétent pour exercer un contrôle de la légalité de la décision administrative attaquée et qu'à ce titre, il ne lui appartient nullement de se prononcer sur l'opportunité des décisions qui relèvent du pouvoir discrétionnaire de la partie défenderesse, ni de substituer, dans le cadre de l'examen du recours, son appréciation à celle de l'administration dès le moment où il ressort du dossier que cette autorité a procédé à une appréciation largement admissible, pertinente et non déraisonnable des faits qui lui sont soumis, comme en l'espèce.

Il s'en déduit qu'au regard de ses obligations de motivation formelle, la partie défenderesse a fourni au requérant une information claire, adéquate et suffisante qui lui permet de comprendre les raisons pour lesquelles il n'a pas été fait droit à sa demande de carte de séjour. Exiger davantage de précisions dans la motivation de l'acte attaqué, et notamment contraindre la partie défenderesse à répondre distinctement à chaque allégation du requérant, ou encore l'obliger à fournir les motifs des motifs de sa décision, excèderaient son obligation de motivation.

3.2.1. Sur le second moyen, s'agissant de la violation alléguée de l'article 8 de la CEDH, le Conseil rappelle que lorsqu'un risque de violation du droit au respect de la vie privée et/ou familiale est invoqué, le Conseil examine d'abord s'il existe une vie privée et/ou familiale au sens de la Convention

européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales, avant d'examiner s'il y est porté atteinte par l'acte attaqué.

Dans l'examen d'une atteinte possible du droit à la vie familiale et/ou privée, le Conseil vérifie si l'étranger a demandé l'admission pour la première fois ou s'il s'agit d'une décision mettant fin à un séjour acquis.

S'il s'agit d'une décision mettant fin à un séjour acquis, la Cour EDH admet qu'il y a ingérence et il convient de prendre en considération le deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH. Le droit au respect de la vie privée et familiale garanti par l'article 8 de la CEDH n'est pas absolu. Il peut en effet être circonscrit par les Etats dans les limites énoncées au paragraphe précité. Ainsi, l'ingérence de l'autorité publique est admise pour autant qu'elle soit prévue par la loi, qu'elle soit inspirée par un ou plusieurs des buts légitimes énoncés au deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH et qu'elle soit nécessaire dans une société démocratique pour les atteindre. Dans cette dernière perspective, il incombe à l'autorité de montrer qu'elle a eu le souci de ménager un juste équilibre entre le but visé et la gravité de l'atteinte.

S'il s'agit d'une première admission, comme en l'espèce, la Cour EDH considère qu'il n'y a pas d'ingérence et il n'est pas procédé à un examen sur la base du deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH. Dans ce cas, la Cour EDH considère néanmoins qu'il convient d'examiner si l'Etat est tenu à une obligation positive pour permettre de maintenir et de développer la vie privée et/ou familiale (Cour EDH 28 novembre 1996, Ahmut/Pays-Bas, § 63; Cour EDH 31 janvier 2006, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer/Pays-Bas, § 38). Cela s'effectue par une mise en balance des intérêts en présence. S'il ressort de cette mise en balance des intérêts que l'Etat est tenu par une telle obligation positive, il y a violation de l'article 8 de la CEDH (cf. Cour EDH 17 octobre 1986, Rees/Royaume-Uni, § 37).

Il convient de noter que lorsque la partie requérante allègue une violation de l'article 8 de la CEDH, il lui appartient en premier lieu d'établir, de manière suffisamment précise compte tenu des circonstances de la cause, l'existence de la vie privée et familiale qu'elle invoque, ainsi que la manière dont la décision attaquée y a porté atteinte.

3.2.2. En l'espèce, le Conseil observe que le lien familial entre le requérant et sa compagne belge n'est nullement contesté par la partie défenderesse et les éléments figurant au dossier administratif établissent à suffisance la réalité de la vie familiale des partenaires. L'existence d'une vie familiale dans leur chef peut donc être présumée.

Toutefois, s'il peut être conclu à l'existence d'une vie familiale entre le requérant et sa partenaire belge, il ne saurait être considéré, dans la mesure où il s'agit d'une première admission au séjour, que l'acte attaqué pris à l'égard du requérant constitue une ingérence dans sa vie familiale. Dans ce cas, il convient d'examiner si l'Etat belge a une obligation positive d'assurer le droit à la vie familiale.

En effet, afin de déterminer l'étendue des obligations qui découlent, pour la partie défenderesse, de l'article 8, § 1er, de la CEDH, il convient de vérifier tout d'abord si des obstacles au développement ou à la poursuite d'une vie familiale normale et effective ailleurs que sur le territoire belge sont invoqués par le requérant. Si de tels obstacles à mener une vie familiale ailleurs ne peuvent être constatés, il n'y aura pas défaut de respect de la vie familiale au sens de l'article 8 de la CEDH.

Or, en l'occurrence, aucun obstacle de ce genre n'est invoqué par le requérant, de sorte que la décision attaquée ne peut être considérée comme violant l'article 8 de la CEDH. Partant, le Conseil estime que le requérant n'est pas fondé à se prévaloir d'une violation de cette disposition, ni de l'article 74/13 de la Loi.

A titre surabondant, le Conseil observe que les conséquences potentielles de la décision attaquée sur la situation et les droits du requérant relèvent d'une carence de ce dernier à satisfaire à une exigence légale spécifique au droit qu'il revendique et non de la décision qui se borne à constater ladite carence et à en tirer les conséquences en droit.

En effet, ainsi qu'il a été exposé *supra*, la partie défenderesse a pu valablement estimer que le requérant ne justifiait pas d'une cohabitation légale avec une Belge répondant aux conditions stipulées par la loi pour ouvrir le droit au regroupement familial.

3.3. En conséquence, aucun des moyens n'est fondé.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article unique.**

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente et un mars deux mille quinze par :

Mme M.-L. YA MUTWALE,

Président F.F., juge au contentieux des étrangers,

M. F. BOLA,

greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

F. BOLA

M.-L. YA MUTWALE